



RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE 2024

Nous vous présentons ci-après nos rapports annuels qui se décomposent ainsi :

- Le rapport sur les comptes annuels
- Le rapport spécial sur les conventions réglementées

CRECHE PARENTALE CHAT PERCHE
3, Rue Professeur Emile Bouvier

69100 – VILLEURBANNE

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



Société de Commissariat aux Comptes Membre de la Cie Régionale de Lyon

CRECHE PARENTALE CHAT PERCHE

Association Loi 1901

3, Rue Professeur Emile Bouvier

69100 – VILLEURBANNE

EXERCICE 2024

<p>RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES</p> <p>SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024</p>
--

CRECHE PARENTALE CHAT PERCHE

Association Loi 1901

3, Rue Professeur Emile Bouvier

69100 – VILLEURBANNE

EXERCICE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

A l'assemblée générale de l'association CHAT PERCHE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CHAT PERCHE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note "Engagements de départ à la retraite" de l'annexe des comptes annuels concernant la provision des indemnités de départ à la retraite.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des méthodes retenues pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité.

Nous avons analysé la justification, l'exhaustivité et la correcte comptabilisation des subventions.

Nous avons également vérifié la composition des postes autres créances, disponibilités et dettes fiscales et sociales. Nous nous sommes assurés de leur correcte justification.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Etienne le, 4 mars 2025

SARL CABINET SAUNIER AUDIT

Pierrick SAUNIER

*Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon*



Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	1 878	1 878		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	89 198	70 720	18 478	11 699
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	91 091	72 598	18 493	11 714
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 561		2 561	3 134
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	95 972		95 972	77 608
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	103 916		103 916	73 696
Charges constatées d'avance	2 480		2 480	3 185
TOTAL III	204 930		204 930	157 623
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	296 021	72 598	223 423	169 337



Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 058	982
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	299 716	261 983
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	219 364	183 806
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	2 246	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	6 555	8 482
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	50	49
TOTAL I	528 989	455 302
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	642	333
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	94 717	112 928
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	6 848	7 969
Salaires et traitements	298 886	285 179
Charges sociales	86 404	69 443
Dotations aux amortissements et dépréciations	3 293	2 217
Dotations aux provisions	5 342	10 995
Reports en fonds dédiés	2 246	
Autres charges	434	194
TOTAL II	498 811	489 258
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	30 178	-33 956
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 127	1 375
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 127	1 375
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		1
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		1
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 127	1 374
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	32 305	-32 582

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 223 423 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 32 286 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

La crèche du Chat Perché a été créée en 1983, ce projet de crèche est né d'un besoin parental commun d'offrir aux enfants un lieu d'accueil collectif. Aujourd'hui, parents et professionnels accompagnent au quotidien les enfants pour faire de ce lieu un espace de sociabilisation, d'échanges et d'expériences multiples.

Selon les besoins des familles et les disponibilités de la structure (24 places), onze professionnels accueillent les enfants.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

La crèche du Chat Perché est située 3 Rue Professeur Émile Bouvier à Villeurbanne.

Contributions volontaires en nature

Aucune contribution volontaire en nature n'est valorisée :

- Les locaux sont loués,
- L'intervention des bénévoles est limitée à la participation aux instances statutaires.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Honoraires commissaire aux comptes

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 3 000€.

Rémunérations versées à certains dirigeants

Les membres bénévoles de cette association n'étant pas rémunérés, la communication de cette information n'est pas fournie car elle consisterait à donner une information à titre personnelle à savoir la rémunération de la directrice.

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 878			1 878
TOTAL		1 878			1 878
Terrains					
Constructions : - Sur sol propre					
- Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel					
Installations générales, agencements et aménagements divers		4 542	2 042		6 584
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier		17 966	16		17 982
Emballages récupérables et divers		49 004	1 235	4 084	46 155
TOTAL		71 512	3 293	4 085	70 720
TOTAL GENERAL		73 390	3 293	4 085	72 598

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE			

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	11 808	11 808		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	27 623	27 623		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	18 095	18 095		
Impôts sur les bénéfices	33	33		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 193	4 193		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	207	207		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	61 959	61 959		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaire

Tableau de mouvements des subventions d'investissement

Nature des subventions	Affectation	Montant à l'origine	Report au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
CAF - Travaux ventilation		4 000	572	3 046
CAF - Armoire réfrigérée		5 217	377	4 840
TOTAL		9 217	949	7 886

Etat des provisions et dépréciations

		Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex. Utilisées	Non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées						
TOTAL I						
Provisions pour risques et charges						
- litiges						
- amendes et pénalités						
Provisions pour - pertes de change						
risques - risque d'emploi						
- autres						
Provisions pour charges sur legs ou donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires		60 125	5 342			65 467
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges						
TOTAL II		60 125	5 342			65 467
Provisions pour dépréciations						
- incorporelles						
- corporelles						
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à						
Immobilisations être cédés						
- Titres mis en équivalence						
- Titres de participation						
- autres immobilisations financières						
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients						
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations						
Total III						
TOTAL GENERAL (I+II+III)		60 125	5 342			65 467
Dont dotations et reprises :						
- d'exploitation			5 342			
- financières						
- exceptionnelles						

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 246	2 392
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	29 435	24 127
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		40
Instruments de trésorerie		
TOTAL	32 681	26 559

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	1 756	12 044
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	1 756	12 044

Commentaire



Société de Commissariat aux Comptes Membre de la Cie Régionale de Lyon

CRECHE PARENTALE CHAT PERCHE

Association Loi 1901

3, Rue Professeur Emile Bouvier

69100 – VILLEURBANNE

EXERCICE 2024

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES AU 31 DECEMBRE 2024
Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
clos le 31 Décembre 2024

CRECHE PARENTALE CHAT PERCHE

Association Loi 1901

3, Rue Professeur Emile Bouvier

69100 – VILLEURBANNE

EXERCICE 2024

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES AU 31 DECEMBRE 2024**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
clos le 31 décembre 2024**

A l'assemblée générale de l'association CHAT PERCHE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Saint Etienne le, 4 mars 2025

SARL CABINET SAUNIER AUDIT

Pierrick SAUNIER

*Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon*

